

**Comité préparatoire
de la Conférence des Parties
chargée d'examiner le Traité
sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2010**

2 mai 2007
Français
Original : anglais

Première session

Vienne, 30 avril-11 mai 2007

Utilisations de l'énergie atomique à des fins pacifiques

**Document de travail présenté par les membres
du Groupe des États non alignés parties au Traité
sur la non-prolifération des armes nucléaires**

1. Le Groupe des États non alignés parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires souligne de nouveau qu'aucune disposition du Traité ne sera interprétée comme portant atteinte au droit inaliénable de toutes les Parties au Traité de développer la recherche, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, sans discrimination, comme le prévoit l'article IV du Traité et conformément aux dispositions des articles premier, II et III, ni à leur droit à la coopération technique, entre elles ou avec des organisations internationales, compte tenu des besoins des régions du monde qui sont en développement.
2. Le Groupe souligne que ce droit constitue l'un des objectifs fondamentaux du Traité. Il rejette toute tentative de quelque État partie que ce soit d'utiliser le programme de coopération technique de l'AIEA comme un instrument servant à des fins politiques, ce qui constitue une violation du Statut de l'AIEA. Il réaffirme que le choix et les décisions que chaque pays arrête en matière d'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques doivent être respectés sans que soient remis en cause les politiques qu'il applique, les accords qu'il a signés en matière de coopération internationale ou d'utilisations de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, ni les politiques qu'il a choisies concernant le cycle du combustible. Le Groupe souligne la responsabilité qui incombe aux pays développés de faciliter et d'aider le développement légitime de l'énergie nucléaire dans les pays en développement en leur permettant de participer aussi pleinement que possible au transfert d'équipement et de matières nucléaires et d'informations scientifiques et technologiques nucléaires à des fins pacifiques pour qu'ils puissent en tirer le meilleur parti et appliquer dans leurs activités les concepts pertinents du développement durable.
3. Le Groupe des États non alignés parties au Traité reconnaît le rôle majeur et crucial de l'AIEA dans l'aide fournie, en particulier aux pays en développement parties au Traité, en ce qui concerne la planification dans le domaine des sciences et des technologies nucléaires et leur utilisation à diverses fins pacifiques, surtout dans



le contexte de l'accélération du développement socioéconomique, y compris le transfert durable de technologies et de connaissances dans ce domaine, en vue d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.

4. Le Groupe souligne en particulier la responsabilité qui incombe aux pays développés de faciliter et d'aider le développement légitime de l'énergie nucléaire dans les pays en développement en leur permettant de participer aussi pleinement que possible au transfert d'équipement et de matières nucléaires et d'informations scientifiques et technologiques nucléaires à des fins pacifiques pour qu'ils puissent en tirer le meilleur parti et appliquer dans leurs activités les concepts pertinents du développement durable.

5. Le Groupe des États non alignés parties au Traité rappelle que le Statut de l'AIEA a consacré le droit des États Membres d'utiliser l'énergie atomique à des fins pacifiques et de promouvoir le développement économique grâce à la coopération technique et à la production d'énergie électrique, compte dûment tenu des besoins des pays en développement. Afin d'assurer la réalisation de ces objectifs, tous les États parties, les États développés en particulier, devraient apporter leur aide, comme l'ont demandé les États parties qui sont des États membres de l'AIEA, pour la fourniture d'équipement, de matières et de technologie nucléaires à des fins pacifiques.

6. Rappelant qu'en 2005, le prix Nobel de la paix a été décerné à l'AIEA et à son Directeur général, Mohamed ElBaradei, le Groupe déclare qu'il a pleinement confiance dans l'impartialité et le professionnalisme de l'Agence.

7. Il continue de noter avec inquiétude que les restrictions limitant excessivement les exportations vers les pays en développement de matières, équipements et technologies destinés à des fins pacifiques sont toujours en place. Il insiste à ce sujet sur le fait que toute restriction ou limitation injustifiée visant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, dès lors qu'elle est incompatible avec les dispositions du Traité, devrait être éliminée. Le Groupe souligne que des accords négociés sur le plan multilatéral, universels, généraux et non discriminatoires constituent le meilleur moyen de répondre aux inquiétudes suscitées par la prolifération. Il souligne en outre que les mécanismes de vérification de la non-prolifération devraient être transparents et ouverts à la participation de tous les États et comporter des dispositions garantissant qu'ils n'imposent aucune restriction à l'accès aux matières, à l'équipement et à la technologie destinés à des utilisations pacifiques, dont les pays en développement ont besoin pour la poursuite de leur développement. De plus, ces mécanismes doivent être assortis d'une disposition faisant du respect des garanties généralisées de l'AIEA et du Traité de non-prolifération la condition dont dépend, sans exception, l'approvisionnement des États qui ne sont pas parties au Traité ou la coopération avec ces États.

8. Le Groupe demeure préoccupé par la capacité de certains États non parties au Traité d'obtenir des matières, technologies et savoir-faire nucléaires en vue de mettre au point des armes nucléaires. Il demande l'interdiction totale et complète du transfert de tous équipements, renseignements, matières et installations, ressources ou dispositifs concernant le nucléaire et de la fourniture d'une assistance dans les domaines scientifiques ou technologiques nucléaires aux États non parties au Traité, sans exception.

9. Le Groupe des États non alignés parties au Traité souligne que l'AIEA, en vertu de ses obligations statutaires, considère l'objectif de la coopération technique pour les applications pacifiques de l'énergie nucléaire comme l'une des trois pierres angulaires de ses activités. Pour atteindre les objectifs de la coopération technique à des fins pacifiques, tels qu'ils sont inscrits dans le Statut de l'AIEA et dans le Traité, l'Agence doit maintenir l'équilibre entre la coopération technique et les autres activités. Le Groupe estime que tous les États parties au Traité qui sont des États membres de l'AIEA doivent faire en sorte que le programme de coopération technique demeure un programme solide et viable grâce à un apport sûr et prévisible en ressources financières et humaines adéquates. Dans cet esprit, le meilleur moyen d'assurer l'efficacité du programme de coopération technique est de formuler le programme et les stratégies en respectant strictement les besoins des pays en développement.

10. Le Groupe affirme qu'il faut renforcer les systèmes de sécurité et de protection radiologiques dans les installations utilisant des matières radioactives et dans les installations de gestion des déchets radioactifs, y compris la sûreté du transport. Il réaffirme qu'il faut renforcer les réglementations internationales concernant la sûreté et la sécurité du transport de ces matières. Il réitère qu'il faut prendre les mesures voulues pour prévenir tout déversement de déchets nucléaires ou radioactifs et appelle à l'application effective du Code de bonne pratique sur le mouvement transfrontière international de déchets radioactifs de l'AIEA pour garantir à tous les États une meilleure protection face au déversement de déchets radioactifs sur leur territoire.
